

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	11
PRÉFACE	13
PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	23
SOMMAIRE	27
INTRODUCTION.....	31
SECTION I. – LA LIBÉRALISATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX PAR L'UNION EUROPÉENNE.....	33
§ I. – Un objet indéfini.....	34
A. – <i>Une définition élargie des mouvements de capitaux</i>	34
B. – <i>La notion de capitaux</i>	37
§ II. – Une liberté singulière.....	40
A. – <i>Une condition nécessaire à l'exercice des autres libertés de circulation</i>	40
B. – <i>L'accélération opérée à la fin des années 1980</i>	47
SECTION II. – DU CONTRÔLE DES CAPITAUX AU CONTRÔLE DE LA MOBILITÉ DES CAPITAUX	55
§ I. – Une conception classique	55
A. – <i>Un contrôle perçu comme anachronique</i>	56
B. – <i>Un contrôle des capitaux au sein de la zone euro</i>	58
§ II. – Une conception renouvelée.....	59
A. – <i>La notion de contrôle de la mobilité des capitaux</i>	59
B. – <i>La mobilité des capitaux et les États membres</i>	61

SECTION III. – DÉMARCHE – PROBLÉMATIQUE ET PLAN DE L'ÉTUDE.....	64
§ I. – L'utilisation de la notion de puissance publique commune.....	65
§ II. – Présentation et justification du plan de l'étude	71

PARTIE I
L'ENCADREMENT DES FLUX
DE CAPITAUX À DES FINS
DE PRÉSERVATION D'UNE PUISSANCE
PUBLIQUE COMMUNE

TITRE I
LA PROTECTION DE LA LICÉITÉ DES FLUX
DE CAPITAUX

CHAPITRE I. – L'ÉLABORATION CONTINUE DE DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	79
SECTION I. – UNE FORME SINGULIÈRE DE PRIVATISATION DU CONTRÔLE DE LA LICÉITÉ DES FLUX DE CAPITAUX	81
§ I. – L'approche extensive des dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme...	82
A. – <i>L'appréhension élargie des activités relevant</i> <i>du blanchiment de capitaux et du financement</i> <i>du terrorisme</i>	82
1. Une qualification étendue des activités criminelles à l'origine du blanchiment	83
2. L'incorporation de la lutte contre le financement du terrorisme dans des instruments communs.....	85
B. – <i>La diversification des acteurs privés impliqués</i> <i>dans la lutte contre le blanchiment de capitaux</i> <i>et le financement du terrorisme</i>	88
1. Des acteurs intermédiaires professionnels plus nombreux.....	90
2. L'implication de la « société civile » et du « grand public »	95

§ II. – L'efficacité relative d'une approche par la privatisation ...	99
A. – <i>La confiance limitée accordée aux professionnels intermédiaires aux échanges de capitaux</i>	101
B. – <i>Les carences persistantes des dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme</i>	108
1. L'insuffisance des mécanismes d'identification des bénéficiaires	108
2. Les sanctions en cas de non-respect des obligations liées à la LBFT	111
SECTION II. – LA STRUCTURATION CLASSIQUE DE LA COOPÉRATION DES ACTEURS PUBLICS	113
§ I. – La mise en place d'un réseau public de surveillance.....	114
A. – <i>Le modèle de la cellule de renseignement financier</i>	115
B. – <i>Le perfectionnement de la coopération entre les autorités publiques</i>	122
§ II. – Le renforcement des missions des personnes publiques...	125
A. – <i>L'implication déterminante des acteurs publics dans l'appréciation des risques</i>	125
B. – <i>Le monopole d'identification des risques majeurs appartenant aux autorités publiques</i>	129
CONCLUSION DU CHAPITRE I.....	130
CHAPITRE II. – LA RESTRUCTURATION DIFFICILE DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET L'ÉVASION FISCALES	133
SECTION I. – L'ÉROSION DE LA COMPÉTENCE FISCALE NATIONALE	136
§ I. – La protection de la mobilité des capitaux privés	137
A. – <i>L'exercice des libertés de circulation par le contribuable</i>	137
B. – <i>La difficile prévention de la concurrence fiscale dommageable</i>	143
§ II. – Les contraintes induites dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.....	148
A. – <i>L'assimilation inopérante du motif de lutte contre l'évasion fiscale à la prohibition des montages purement artificiels</i>	149

B. – <i>Un motif opérant de lutte contre l'évasion fiscale restreinte aux relations avec les pays tiers</i>	152
SECTION II. – LA CONSTRUCTION D'UNE APPROCHE COMMUNE.....	158
§ I. – La transparence de la mobilité du capital imposable.....	159
A. – <i>La mise en place d'une collaboration horizontale entre les États membres</i>	160
B. – <i>Les obligations discutées pesant sur les contribuables</i>	165
§ II. – La protection renouvelée des intérêts financiers de l'Union	168
A. – <i>Une double approche centralisée de la protection des intérêts financiers de l'Union</i>	169
B. – <i>Une approche pénale décentralisée de la protection des intérêts financiers de l'Union</i>	175
CONCLUSION DU CHAPITRE II	178
CONCLUSION DU TITRE I.....	181

TITRE II

LA MAÎTRISE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

CHAPITRE I. – LA SORTIE DES CAPITAUX APPRÉHENDÉE PAR UN CONTRÔLE DES CHANGES RENOUVELÉ.....	185
SECTION I. – L'INSTAURATION DE CONTRÔLE DES CHANGES AU SEIN DE LA ZONE EURO.....	187
§ I. – L'intervention contrainte des autorités grecques et chypriotes	188
A. – <i>Le précédent chypriote</i>	189
B. – <i>La répétition grecque</i>	192
§ II. – Le silence ambivalent des institutions de l'Union	195
A. – <i>Une action unilatérale des États membres provoquée</i>	195
B. – <i>Le laconisme des institutions quant à l'unicité du marché intérieur</i>	204

SECTION II. – LES OPÉRATIONS DE CHANGE À L'ÈRE DES « MONNAIES VIRTUELLES »	208
§ I. – La notion de monnaie éprouvée par les cryptomonnaies décentralisées	210
A. – <i>Une qualification monétaire controversée</i>	210
B. – <i>La qualification monétaire écartée</i>	215
§ II. – La notion de cryptomonnaies à l'épreuve d'une pluralité de régimes juridiques incomplets.....	220
A. – <i>Une catégorie juridique indéterminée</i>	220
B. – <i>Une appréhension fonctionnelle du régime applicable aux cryptomonnaies</i>	223
CONCLUSION DU CHAPITRE I.....	226
CHAPITRE II. – L'ENTRÉE DES CAPITAUX ÉTRANGERS SOUMIS À UN CONTRÔLE PROTECTEUR DES INTÉRÊTS DE L'UNION	229
SECTION I. – LE NÉCESSAIRE CONTRÔLE DE L'ENTRÉE DES CAPITAUX ÉTRANGERS	233
§ I. – Des instruments adoptés sur des bases juridiques révélatrices d'une finalité de protection.....	235
A. – <i>Le cadre de filtrage des investissements directs étrangers intégré dans la politique commerciale commune</i>	236
B. – <i>La double base juridique pour l'adoption du règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur</i>	242
§ II. – La difficile identification de l'entrée de capitaux étrangers.....	244
A. – <i>L'identification des investissements directs étrangers par l'Union</i>	245
B. – <i>La notion nouvelle de subvention étrangère</i>	258
SECTION II. – LA COMPLÉMENTARITÉ DES DEUX VOLETS DE VÉRIFICATION DE L'ENTRÉE DES CAPITAUX ÉTRANGERS.....	263
§ I. – La délicate identification des intérêts protégés.....	263
A. – <i>La protection d'une conception extensive de la sécurité et de l'ordre public</i>	264
B. – <i>La protection d'une composante singulière de l'ordre public concurrentiel de l'Union</i>	270

§ II. – L'illustration de deux dynamiques d'intégration.....	277
A. – <i>La coordination des mécanismes de filtrage des États membres</i>	277
B. – <i>L'instauration d'un nouveau mécanisme inspiré du droit de la concurrence</i>	281
CONCLUSION DU CHAPITRE II	282
CONCLUSION DU TITRE II	285
CONCLUSION DE LA PARTIE I	287

PARTIE II
LA RÉGULATION DES MARCHÉS
DES CAPITAUX COMME EXERCICE
DE LA PUISSANCE PUBLIQUE
COMMUNE

TITRE I
L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SURVEILLANCE
DES MARCHÉS FINANCIERS

CHAPITRE I. – L'INCARNATION ORGANIQUE DE LA RÉGULATION DES MARCHÉS FINANCIERS	295
SECTION I. – LA STRUCTURATION EN RÉSEAU EUROPÉEN DES AUTORITÉS DE SURVEILLANCE	297
§ I. – Une réponse à la crise financière.....	298
A. – <i>Le modèle de l'autorité européenne de surveillance</i>	298
B. – <i>La cohérence de l'action des autorités européennes de surveillance</i>	307
§ II. – La hiérarchisation partielle du réseau	311
A. – <i>Les autorités européennes de surveillance comme clé de voûte du système européen de surveillance financière</i> ...	311
B. – <i>Les autorités nationales de surveillance comme cheville ouvrière du système européen de surveillance financière</i>	314

SECTION II. – LA HIÉRARCHISATION DES AUTORITÉS DE L'UNION BANCAIRE.....	316
§ I. – La création d'une fonction d'autorité européenne de surveillance bancaire.....	317
A. – <i>La séparation organique dans l'exercice des fonctions monétaires et prudentielles.....</i>	318
B. – <i>Des organes dédiés au maintien de la distinction des fonctions monétaires et prudentielles.....</i>	321
§ II. – La répartition de la supervision des établissements de crédit en faveur de la BCE.....	322
A. – <i>Le pouvoir large de la BCE face à des critères de répartition non cumulatifs.....</i>	323
B. – <i>Le pouvoir discrétionnaire de la BCE en matière de répartition des établissements supervisés.....</i>	324
CONCLUSION DU CHAPITRE I.....	326
CHAPITRE II. – L'ADAPTATION DES MODALITÉS D'ÉDICTION DES RÈGLES DES MARCHÉS FINANCIERS.....	329
SECTION I. – LA SINGULARITÉ DES PROCÉDURES D'ÉDICTIONS DES NORMES DE PORTÉE GÉNÉRALE.....	330
§ I. – L'adaptation des procédures d'édition des actes non législatifs.....	331
A. – <i>Les fonctions législative et exécutive adaptées aux spécificités des règles financières.....</i>	332
B. – <i>Le rôle déterminant des autorités européennes de surveillance dans l'élaboration des normes techniques de réglementation et d'exécution.....</i>	338
§ II. – La consécration d'un pouvoir normatif conféré aux autorités européennes de surveillance.....	341
A. – <i>La reconnaissance du pouvoir d'édition d'actes non législatifs de portée générale.....</i>	342
B. – <i>L'encadrement du pouvoir d'édition d'actes non législatifs de portée générale.....</i>	347

SECTION II. – LA VARIABILITÉ DU POUVOIR D'ÉDICTION DE DÉCISIONS INDIVIDUELLES	353
§ I. – Le pouvoir ordinaire d'édition de décisions individuelles.....	354
A. – <i>L'adoption de décisions individuelles par les autorités européennes de surveillance</i>	354
B. – <i>Le pouvoir de sanction spécifique de l'AEMF</i>	356
§ II. – Les spécificités des pouvoirs de surveillance bancaire dans le MSU	358
A. – <i>La déconcentration partielle des pouvoirs de surveillance</i>	359
B. – <i>La clarification des modalités de contrôle juridictionnel des actes issus de procédures composites</i>	362
CONCLUSION DU CHAPITRE II	366
CONCLUSION DU TITRE I.....	367

TITRE II

L'ORIENTATION DES CAPITAUX AUX FINS DE DÉTERMINATION D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I. – L'INSTRUMENTALISATION DES MARCHÉS DES CAPITAUX PRIVÉS...	371
SECTION I. – LA DIFFICILE MAÎTRISE DES STANDARDS FINANCIERS INTERNATIONAUX.....	372
§ I. – La réception des standards établis par l'IASB.....	374
A. – <i>L'élaboration des standards financiers comptables par l'IASB</i>	374
B. – <i>L'application des standards financiers comptables dans l'ordre juridique de l'Union</i>	379
§ II. – L'incorporation des standards du Comité de Bâle.....	381
A. – <i>La participation singulière de l'Union au Comité de Bâle</i>	381
B. – <i>Lenrichissement des standards bancaires issus de l'accord de Bâle</i>	384

SECTION II. – L'EXPLOITATION DES DYNAMIQUES PROPRES AUX MARCHÉS FINANCIERS.....	378
§ I. – L'amplification de l'action de l'Union sur les marchés de capitaux.....	388
A. – <i>La diversification des instruments de soft law mobilisés</i>	389
B. – <i>La remobilisation du discours sur l'Union des marchés des capitaux</i>	399
§ II. – La complexification du contrôle de légalité.....	404
A. – <i>L'irrecevabilité d'un recours en annulation contre la soft law</i>	406
B. – <i>La difficile contestation via le renvoi préjudiciel en appréciation de validité</i>	414
CONCLUSION DU CHAPITRE I.....	409
CHAPITRE II. – L'ORIENTATION DES CAPITAUX PUBLICS NATIONAUX.....	419
SECTION I. – L'ORIENTATION DES CAPITAUX PUBLICS NATIONAUX EN RÉPONSE AUX CRISES	421
§ I. – Une réponse sectorielle à la crise bancaire de 2008.....	422
A. – <i>La sauvegarde du système bancaire</i>	422
B. – <i>La préservation indirecte de l'« économie réelle » et la moralisation du système bancaire</i>	427
§ II. – Une réponse globale à la crise sanitaire de 2020.....	430
SECTION II. – L'ORIENTATION DES CAPITAUX PUBLICS NATIONAUX AU SERVICE D'UNE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENTS PUBLICS	434
§ I. – Un appui à la politique industrielle de l'Union.....	435
A. – <i>L'indétermination de la notion de « politique industrielle »</i>	435
B. – <i>La politique de concurrence au soutien de la politique industrielle</i>	438
§ II. – L'intensification des dynamiques d'investissement public national.....	439
A. – <i>Une conception extensive de la défaillance de marché justifiant l'intervention publique</i>	440
B. – <i>Une conception renouvelée des projets importants d'intérêt européen</i>	442
CONCLUSION DU CHAPITRE II.....	444

CONCLUSION DU TITRE II	445
CONCLUSION DE LA PARTIE II.....	447
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	449
BIBLIOGRAPHIE.....	453
TABLE DE JURISPRUDENCE.....	563
INDEX.....	579